
LOIN DU PEUPLE, PRES DU PALAIS : LES INTELLECTUELS ARABES, L'ISLAM, LES DICTATURES ET L'OCCIDENT

Khalid Al-Shami

Communication présentée à la conférence « Islamisme, démocratisation et intellectuels arabes », organisée par le Centre pour l'étude de la démocratie de l'Université de Westminster à Londres, les 4-5 décembre 2008

L'expression « les intellectuels arabes » n'est peut-être pas appropriée car elle désigne une réalité qui manque de cohérence et d'homogénéité. Cela en raison de plusieurs facteurs, cognitifs, sociaux et institutionnels, dans un monde arabe où coexistent plusieurs visions du monde, plusieurs cultures et plusieurs systèmes politiques. Quand le journal *Al Quds Al Arabi*, dans une interview au poète défunt Mahmoud Darwich, lui demanda de définir « les intellectuels arabes », sa réponse fut : « Il est plus facile de connaître le sexe des anges ».

La confusion dans leur définition tient au rôle que l'on attend des intellectuels arabes, surtout dans cette période de transition historique de leur Oumma.

L'expression « la crise des intellectuels » est apparue pour la première fois dans les médias arabes à la fin des années 1950. Un vaste débat s'était alors enclenché chez les intellectuels sur le caractère spécifique de leur rôle, alors que le débat au sein du socialisme arabe montant se concentrait sur le rôle des travailleurs et des paysans, comme base du progrès souhaité dans cette phase de transition.

Un demi-siècle plus tard, alors que nous sommes toujours dans une période de transition, le débat perdure, et le seul élément qui pose question, ce sont les intellectuels eux-mêmes.

Et si le terme « intellectuels » est porteur de légitimité dans la mesure où il implique que ceux qu'il désigne prennent parti pour la conscience, la pensée éclairée et le triomphe des valeurs de justice et de liberté, à bien y regarder, on voit l'ombre pâle d'un être déformé qui obscurcit la recherche sur leur rôle.

S'il est difficile de trouver une définition de leur identité et de leur rôle, on peut juste détecter les signes de leur absence dans les processus de transition démocratique du monde arabe.

Ah oua nous



Et maintenant la lessive Ah oua nous (Oh ! 1/2) pour enlever les taches

Publicité commerciale

1er tricot : les soucis du journal télévisé

2ème tricot : la hausses des impôts et des prix

3ème tricot : la misère du réel arabe

Le poulet : Rien ne vient facilement

Tout propre pour un 1 dinar ½ !

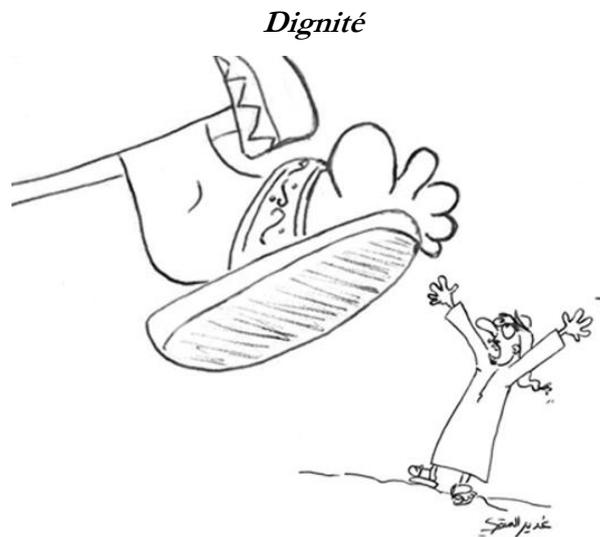
Les intellectuels arabes d'aujourd'hui ne ressemblent pas à Mustapha Al Manfaluti, dont le Rapport des Nations Unies sur le développement humain dans le monde arabe porte en exergue cette citation : « L'homme qui tend sa main en demandant sa liberté n'est pas un mendiant. Mais il cherche à reconquérir un droit qui lui a été dérobé par la convoitise humaine. Quand il l'a reconquis, il reste dans l'ombre, sans rien avoir à demander ni rien devoir à quiconque. »

Cette notion est à l'opposé du discours aujourd'hui dominant de la majorité des intellectuels, qui « aspire », « souhaite », et « supplie » presque le pouvoir de libérer un écrivain ou un blogueur pratiquant son droit humain ou naturel en exprimant ses opinions, ou il demande gentiment au pouvoir de permettre des élections libres. La raison en est que la majorité des intellectuels, sinon tous, constituent un secteur spécifique des régimes dictatoriaux, ils jouissent d'avantages professionnels, financiers, sociaux qui leur sont vitaux. Dans un pays comme l'Égypte, par exemple, il est difficile de trouver des intellectuels « éminents » qui ne soient pas sur la liste des salariés mensuels du Conseil (officiel) de la culture, ce qui pose des questions sur leur crédibilité et sur leurs véritables objectifs. Le rapport des Nations unies précise que « quand un intellectuel arabe s'installe à un poste

élevé, c'est toujours grâce à ses liens avec le régime en place et non en vertu de ses capacités et qualités ».

Cette réalité entraîne la destruction des valeurs du savoir qui est la base essentielle du développement dans toutes ses formes. ~ l'exception de quelques voix éparpillées çà et là, les intellectuels arabes ne jouent pas le rôle qui devrait être le leur, d'orienter leur peuple en brandissant les valeurs de la liberté et de la justice. D'où leur échec à accomplir leur mission spécifique, qui serait de mobiliser pour des actes collectifs soutenus par la base populaire, en vue de faire aboutir les changements dans le système étatique.

L'évolution démocratique ne peut pas avoir lieu sans cette mission. Mais les intellectuels font partie du problème et non de la solution de l'évolution démocratique, c'est la réalité du monde arabe d'aujourd'hui.



Ghadir Assitri

Voici quelques aspects de cette problématique :

- La longue durée des régimes dictatoriaux dans le monde arabe a créé une situation décrite par le rapport comme un état de « soumission populaire ». Et un grand nombre d' « intellectuels arabes » ont été atteints par cette maladie. Ils ont préféré opter pour cet héritage plutôt que de défier la réalité telle qu'elle est.
- Les intellectuels arabes sont atomisés et fragmentés, par la peur, la cupidité, les ambitions personnelles et l'égoïsme, en plus des divergences idéologiques et politiques. Ces conflits se voient très bien dans leurs relations entre eux, avec les régimes et avec l'Occident.
- Il ne faut pas sous-estimer l'importance du rôle de la répression pratiquée au quotidien par les régimes dictatoriaux contre les intellectuels indépendants, qu'ils considèrent comme une des principales menaces à leur pouvoir. Elle joue un rôle clé dans l'obstruction mise au développement humain dans cette partie du monde.

Même les régimes de « dictatures éclairées » dans le monde arabe ne reculent pas devant le recours aux méthodes brutales des régimes les plus policiers pour étouffer les voix libres, sans plus prendre de gants. Les dernières affaires en date - celle du blogueur égyptien Cheb Mohammed Adel, emprisonné depuis plusieurs semaines [20 novembre 2008, NdT] pour avoir écrit ce qu'il pensait sur son blog, ou l'écrivain syrien Michel Kilo, condamné pour avoir signé l'Appel de Beyrouth [sur les relations syro-libanaises, en 2004, NdT] - ne sont que des rappels permanents de cette réalité. Mais en même temps les « intellectuels du sultan » (la voix de son maître) perdent leur aura et leur capacité à communiquer avec les jeunes générations du monde arabe, ce qui les enfonce encore plus dans leur galère. D'où l'échec des journaux gouvernementaux égyptiens, des institutions bénéficiant de gros budgets, qui ont des pertes annuelles d'un milliard de guinées [= 130 millions €]. La campagne des blogs contre la torture est un indice de ce que la réalité commence à changer dans le monde arabe.



Mohamed Adel et Kareem Amer, blogueurs égyptiens emprisonnés, ainsi que Mosaad Abo Fagr et Mohamed Khairy

- Les intellectuels indépendants ont échoué malgré la noblesse de leurs intentions à établir des canaux de communication ne serait-ce qu'avec les citoyens arabes de niveau scolaire moyen, à plus forte raison avec la masse illettrée, pour qu'ils fassent le lien dans leur esprit entre les problèmes de l'évolution démocratique et ceux du quotidien qui assaillent l'écrasante majorité de la population. Ainsi, pour prendre un exemple, le mouvement Kefaya (« Assez ! ») en Egypte a été obligé de modifier son discours afin d'aborder les problèmes de la hausse des prix, alors qu'au départ il se limitait à s'opposer à la prolongation du mandat présidentiel et à demander des élections libres ou à revendiquer des choses qui n'étaient pas prioritaires pour la majorité des citoyens, ce qui l'a cantonné dans un ghetto élitiste, privé du soutien décisif de la base populaire.
- Les uns ont accepté un rapport avec l'état analogue à celui du serviteur avec son maître, et les autres, en mettant la barre haute à leurs critiques, sont devenus des ennemis de l'état talonnés par la peur, qui les fait courir plus vite que les trottoirs. Ce qui les a empêchés d'ouvrir un dialogue, tant avec le sommet qu'avec la base. Au lieu de cela, les régimes dictatoriaux persistent à éviter tout débat objectif par peur de créer une réalité culturelle nouvelle, qui imposerait à l'état de respecter les intellectuels et pousserait en direction d'un changement démocratique.

Démocratie



Hichem Al 'Az

Les intellectuels et l'Occident

La relation des intellectuels avec l'Occident est un déterminant majeur dans la feuille de route vers la démocratie dans le monde arabe. Alors que les régimes dictatoriaux arabes ont réussi à garder ouverts pour eux seuls les canaux de communication avec l'Occident, l'

intellectuel indépendant ou l'opposant qui reçoit un soutien de l'Occident pour ses projets est immédiatement taxé d' « ennemi du pays », de « traître » ou d' « espion » et on met en branle la machine médiatique gouvernementale pour le discréditer, comme cela est arrivé par exemple pour le Docteur Saad Eddine Ibrahim en Egypte. Pour réaliser cela, les régimes recourent démagogiquement à l'héritage politique et culturel de l'anti-impérialisme, en même temps qu'ils se transforment en exécutants sans scrupules de l'agenda de l'impérialisme dans la région. Cette impasse est bétonnée par le fait que l'Occident, USA en tête, ne montre aucun empressement à soutenir le changement démocratique et ses partisans. Devant la poussée des islamistes en Égypte, au Maroc, en Palestine et à Bahreïn, le piétinement du projet occidental en Irak et l'ampleur du défi iranien, les USA ont rompu leurs promesses concernant le changement de la politique pratiquée depuis plus de 60 ans. Le 11 Septembre démontre bien l'échec de leur politique de soutien aux régimes dictatoriaux afin d'avoir la paix et la stabilité.

Tout en montrant un désintérêt total pour la défense des intellectuels indépendants et des opposants, l'Occident s'empresse de protéger tout intellectuel qui sème le doute sur la religion musulmane et ses symboles. Une question reste ouverte : est-ce que les USA de l'ère Obama confirmeront, dans les faits et non en paroles, leurs engagements en faveur du changement démocratique en arrêtant de soutenir les régimes totalitaires, s'ils veulent vraiment un développement dans un Moyen-Orient sécurisé et stable, en comprenant que l'Islam modéré est une composante culturelle et sociale authentique dans cette partie du monde qui ne peut être ignorée dans l'accomplissement d'un vrai changement démocratique. Ce qui rend nécessaire d'établir des rapports avec les mouvements islamiques modérés qui s'opposent à la violence, qui sont une force légitime pouvant être un soutien pour le changement démocratique et la stabilité à long terme.

Pays et citoyen



De droite à gauche et de haut en bas

1 - Pièce de théâtre 1er festival de la chanson	2 – Haine Querelles doctrinaires
--	-------------------------------------

Le printemps de la culture éducatif Progrès Progrès dans la pensée Le personnage -> Les services compétents	Confessionnalisme Atteinte à la sûreté du pays Régession Désunion Avis autorisé du fkih (savant musulman) Le personnage -> Les services compétents
--	--

Saïd Fadhil 'Abas

Les intellectuels et l'islam politique

La montée de « l'islam politique » a constitué un facteur important dans la représentation culturelle et politique dans le monde arabe durant les trois siècles écoulés. Au-delà du consensus supposé sur les bases incontestables que constituent la liberté et la justice pour le discours des intellectuels, les divergences éclatent dès qu'on aborde la question des alliances et des loyautés, pour le plus grand bénéfice des régimes en place.

En Tunisie, par exemple, la cause de la rupture [entre gauche laïque et islamistes, NdT] était la question de la priorité de la démocratie sur la modernité, les premiers estimant que le maintien des acquis de la modernité (statut des femmes, ouverture sur l'Occident etc.), essentiel au changement démocratique, était menacé par les islamistes en route vers le pouvoir et les seconds, en revanche, considérant qu'il ne peut y avoir de modernité sans démocratie.

En Egypte, la relation entre certains intellectuels de gauche et les islamistes est devenue invivable. Le régime n'est plus confronté à un front uni d'opposition. Il a réussi aussi à réaliser une alliance non affichée avec la gauche politique et culturelle, afin de contenir l'expansion islamiste ; certains éléments de gauche combattent désormais dans la même tranchée que le régime, au nom de la lutte contre « l'obscurantisme culturel ». Il ne faut pas négliger la responsabilité dans cette cassure des intellectuels islamistes, trop attachés à des slogans et à des apparences qui créent plus de peur que de confiance et désunissent plus qu'ils unissent, au lieu de s'en tenir au noyau de la liberté et de la justice comme bouclier civique contre la dictature. Le fossé entre les intellectuels et l'état va se creuser encore plus, et le peuple va toujours plus descendre dans la rue pour protester, mais sans direction et sans orientation claire. Il va exiger un changement dont lui-même ne connaît pas la nature.

Les savants du Sultan



En ce qui concerne le voile, il est illicite par consensus général...mais en ce qui concerne le string, il y a deux avis !

Un changement vers un système démocratique

Il n'existe pas de définition complète ou de recette unique du changement démocratique. Cela ne serait ni logique ni souhaitable. Les mécanismes du changement doivent venir des racines culturelles et des coutumes et traditions spécifiques de chaque pays, pour refléter les attentes et les ambitions propres à chaque peuple. Il ya cependant des signes sur lesquels tous les chercheurs s'accordent, qui sont essentiels pour tout système démocratique :

- l'état de droit, qui assure un minimum de droits et de devoirs aux citoyens dans un cadre légal et pose des garde-fous à l'action de l'état ;
- l'état doit s'engager à exercer le moins de violence possible contre les citoyens, et ce, dans un cadre légal ;
- un gouvernement du peuple, élu par le peuple, défini par une constitution, qui puisse être contrôlé et sanctionné par les citoyens en application de la loi ;
- un appareil bureaucratique indépendant avec une décentralisation des pouvoirs afin que ceux-ci ne tombent pas aux mains d'un seul homme, d'un seul groupe ou d'un seul secteur.

Certains intellectuels disent : « Commençons par des élections libres ». D'autres pensent que des réformes de l'enseignement, de la culture, de l'économie et du social suffiraient à susciter une évolution naturelle vers la démocratie, car celle-ci n'est qu'une des manières d'exercer le pouvoir et non la solution magique de tous les problèmes. Il est aussi difficile de savoir combien de temps prendrait une opération de changement démocratique. D'autres considèrent que la démocratie verrait le jour avec la fin de la dictature et que des élections libres permettraient une transition pacifique. Cette définition signifie que le changement démocratique a pris 40 ans en Italie et au Japon et qu'il ne sera jamais complet en Afrique du Sud. Le changement démocratique implique la construction d'institutions démocratiques et que la confiance en celles-ci s'installe, et cela demande beaucoup de temps. C'est une opération de longue durée, dont l'issue est incertaine.

En Europe de l'Est et en Amérique latine, il en a été autrement : la transition vers des régimes démocratiques et stables n'a pas pris beaucoup de temps.

Un petit pas, mais qui est essentiel, vers l'ouverture démocratique est la propagation d'une conscience démocratique et de la culture des droits humains. C'est ici que les intellectuels avaient à jouer leur rôle de guides et d'éclaireurs dans un monde arabe en proie aux transformations, mais sans direction ni orientation. Ils l'ont perdu.

Source : Tlaxcala. Traduction de Tafsut Aït Baamrane.

Edited and reproduced by Hoggar Institute 2010